

MICHEL FOUCHER

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

In-kook PARK

Now I would like to invite Prof. Michel Foucher, Chair of applied geopolitics at College of World Studies and former Director of the policy planning staff of the French Foreign Ministry. He will present on One Belt One Road and South China Sea issues.

Michel FOUCHER

Je vais me concentrer sur deux grands aspects de la projection de l'influence chinoise, le programme OBOR et la mer de Chine méridionale.

Il est important de comprendre que le contexte général a changé. La période pendant laquelle il fallait faire profil bas dans les affaires étrangères est révolue. Le mot d'ordre « Se mondialiser », « 走出去 Zǒu chūqù zōu chōu chīe », est complété par un second mot d'ordre depuis 2012, « 奋发有为 fēnfā yǒuwéi », qui signifie « Faire tous les efforts pour réussir ».

La Realpolitik classique est donc la nouvelle norme, avec des domaines d'influence, des pactes et des alliances, des bases logistiques et militaires à l'étranger.

Parmi les outils de projection externe (nouvelles institutions, diplomatie des forums régionaux, voyages diplomatiques, diplomatie énergétique et accès aux matières premières, pouvoir de convaincre, ...), je m'arrêterai seulement sur deux d'entre eux : une stratégie maritime explicite, et le programme OBOR, qui est à la fois continental et maritime.

I) Questions maritimes

La nouvelle base navale qui sera implantée à Djibouti en 2017 sera la première depuis le retrait des troupes chinoises de Corée du Nord en 1958. Le concept de base étrangère a été défendu dès l'an 2000 par Shen Dingli, directeur du *Center for American Studies* de l'Université de Fudan. L'argument officiel de la création de la base du Golfe de Tadjourah est la logistique, ce qui est en phase avec le programme OBOR, avec la présence portuaire au Canal de Suez et en Grèce. Je sais qu'il existe aussi un projet de base en Namibie, près de Walvis Bay.

Mais cela correspond également au Livre blanc sur la stratégie militaire publié en mai 2015, qui est la neuvième publication depuis 1998, mais la première à insister exclusivement sur la stratégie. Le principal argument est que dans un contexte stratégique favorable à l'échelle mondiale, les forces armées doivent passer à une position de défense active avec une présence navale plus forte sur les mers voisines. L'univers maritime est l'un des 4 grands secteurs dans lesquels il faut augmenter les capacités (avec l'espace, Internet et le nucléaire). Le Livre blanc indique qu'il est temps d'abandonner la mentalité traditionnelle, selon laquelle les activités terrestres prévalent sur les activités maritimes.

Je cite : « *Il est nécessaire que la Chine développe une force militaire maritime moderne à la mesure de sa sécurité nationale et de ses intérêts de développement, qu'elle préserve sa souveraineté nationale et ses droits et intérêts* »



maritimes, qu'elle protège la sécurité des lignes de communication stratégiques et ses intérêts à l'étranger, et qu'elle participe à la coopération maritime internationale.»

Cela signifie que les litiges concernant la mer de Chine méridionale relèvent avant tout de la stratégie maritime et pas seulement des divergences entre le Droit international de la mer et les droits historiques revendiqués.

Si la délimitation correspondant à la fameuse ligne à neuf pointillés de 1947 est adoptée, cela pourrait priver les Philippines de 80 % de leur zone économique exclusive (ZEE) à l'ouest, le Vietnam de 50% de sa ZEE, Brunei de 90 % de la sienne et l'Indonésie de 30 % de la sienne.

Après la procédure arbitrale instituée par les Philippines contre la Chine en 2013 conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, la Cour permanente d'Arbitrage (12 juillet 2016) (qui n'est pas l'ICJ) a conclu, je cite, qu'il n'y avait pas de fondement légal au fait que la Chine revendique des droits historiques par rapport à des ressources situées dans les zones maritimes entrant dans la « ligne à neuf pointillés ».

Et je sais que cette frontière figure désormais sur les passeports des citoyens chinois et sur les documents officiels.

La Chine n'est pas le seul pays à transformer les récifs découvrants en polders pour construire des pistes d'atterrissage. Le Vietnam, Taïwan et d'autres pays en font autant.

Cette réalité m'amène à poser une question simple : Si la Chine revendique 85,7 % de l'espace maritime en mer de Chine méridionale (la partie Est revenant au Vietnam) sans tenir compte des autres États riverains, comment peut-elle jouer un rôle de plus en plus important en tant qu'acteur mondial, qui a d'ailleurs ratifié la Convention des Nations unies sur le Droit de la mer ?

Pour mieux comprendre les revendications de la Chine, il est important de se référer à deux caractéristiques principales d'une grande importance stratégique : la première caractéristique est la bathymétrie (la profondeur des mers, plus importante dans la partie nord, près de la base navale de Sanya) et la deuxième caractéristique est l'existence de corridors sous-marins au milieu des eaux peu profondes des îles Spratleys, adaptés à la circulation est-ouest et nord-sud de sous-marins.

Bien évidemment, l'argument de la liberté des opérations de navigation (FONOP) avancé par le gouvernement des États-Unis est important, mais quel pourrait être l'intérêt pour la Chine de bloquer des voies commerciales qui commencent par arriver dans les ports chinois et en repartent ?

Je m'arrêterai là sur cette question, et pour en savoir plus, des dossiers rapportant les déclarations officielles émises au cours de la dernière réunion au Shangri La Hotel de Singapour sont disponibles, notamment la position officielle présentée par le ministre français de la Défense sur la primauté du Droit de la mer, à une période où l'ordre régional, en tant qu'effet de l'évolution historique, peut être modifié sans instabilité catastrophique. Je cite : *Dans le cas contraire, que se passera-t-il demain en Méditerranée ... de la région Arctique ?*

II) Le programme « One Belt One Road » (OBOR), ou Yidai yilu en chinois

C'est apparemment le grand projet du Président Xi. Il a une dimension géoéconomique forte, qui pourrait façonner la géopolitique des régions frontalières, notamment de l'Asie centrale.

Si l'on regarde le programme des voyages diplomatiques du premier semestre 2016, on voit que le Président Xi suit de près le développement du projet Yidai Yilu, avec des visites en Asie centrale, en Égypte mais aussi dans des pays comme la Pologne et la Serbie¹.

Il s'est également déplacé en Arabie saoudite et en Iran, pour garantir l'accès à l'énergie et pour protéger les intérêts de la Chine après l'accord sur le programme nucléaire. Mais l'Iran est sur la carte du programme OBOR, à l'ouest de l'Asie centrale, et il possède un long littoral.

Des investissements sont en cours au Pakistan; le Laos et le Cambodge offrent un accès au fleuve Mekong, et le Groupe UDG, de Tianjin, construit un port dans le golfe de Thaïlande en collaboration avec l'APL (l'Armée populaire de libération), port qui a été inauguré par Zhang Gaoli, vice Premier ministre adjoint et membre du Comité permanent du Bureau politique. La Birmanie (Myanmar) se complexifie.

Lancé par le Président Xi pendant un discours prononcé à l'Université Nazarbaev à Astana (Kazakhstan) en septembre 2013, le programme OBOR possède deux dimensions, une dimension maritime et une dimension continentale. Un plan d'action a été publié en mars 2015, trois jours avant la date de clôture du dépôt des demandes d'adhésion à la nouvelle Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), une autre initiative chinoise.

Le projet OBOR est géré par un « petit groupe de responsables » dirigé par Zhang Gaoli, avec Yang Jeichi, Wang Yang et le responsable du centre de recherche politique du Parti communiste chinois, Wang Huning. Son Secrétaire général est Ou Xiaoli.

Le contexte économique entraîne un ralentissement de la croissance, mais le but est de renforcer la connectivité, qui est le maître-mot, avec l'Eurasie et l'Afrique de l'est, sans définition géographique précise, avec des réseaux d'infrastructures (transport, énergie et numérique).

Le programme OBOR est aussi une manière d'exporter les surcapacités industrielles, d'améliorer les itinéraires commerciaux, d'intégrer la Chine intérieure à ses périphéries, de diversifier l'accès aux matières premières et de contribuer à la stabilité dans les régions frontalières. Le programme OBOR donne une dimension continentale à la mondialisation, qui jusqu'à présent est presque exclusivement maritime. 40 milliards de \$ seront consacrés à la connectivité, qui seront financés par le OBOR Fund (un fonds privé du type fonds d'investissement soutenu par les institutions financières chinoises) et par l'AIIB (la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures). Le premier projet est le projet d'hydroélectricité de la société Karot, au Pakistan. L'un des principaux enjeux est d'ouvrir l'Asie centrale et de permettre à la Chine occidentale et méridionale d'accéder aux mers chaudes (Gwadar au Pakistan, en concurrence avec Chabahar en Iran et avec l'Inde).

¹ Le Premier Ministre Li a visité la Mongolie, était à Davos et au 11^{ème} sommet de l'ASEM ; il voyage moins qu'en 2015. Le Ministre des Affaires étrangères Wang Yi est sur tous les fronts : Inde en août, Russie, Asie du Sud-est, Afrique côtière de l'Océan Indien, Asie centrale (voir annexe I).



Un autre objectif est l'Eurasie, où des trains transcontinentaux circulent déjà : 18 jours entre Chengdu et Duisbourg, soit 10 à 13 jours de moins que par la mer, mais plus cher. C'est la raison pour laquelle le Président Xi s'est rendu en Pologne et a signé un accord sur le transport ferroviaire. La visite en Serbie est venue compléter l'investissement réalisé par Cosco dans le port à conteneurs d'Athènes, après les installations du Canal de Suez.

L'une des conséquences de la stratégie OBOR sera que tôt ou tard, l'Asie centrale représentera la première étape de la formation d'une zone monétaire du yuan. Une autre étape sera atteinte quand les réseaux numériques cesseront d'être exclusivement maritimes avec des câbles sous-marins. La géoéconomie finira par avoir une forte influence.

Avec le programme OBOR, la Chine semble s'inspirer du réseau mondial des bases et des comptoirs de l'Empire britannique au XIX^e siècle. L'Inde était au cœur de ce pouvoir. Aujourd'hui, l'Inde est contournée, et partout, les grands objectifs sont les marchés et les ressources.

Le seul obstacle majeur à cette grande stratégie, ce sont les problèmes de sécurité, au Pakistan, en Asie centrale et au Moyen-Orient. Comme dans les projections extérieures précédentes effectuées par des acteurs mondiaux par le passé, la Chine devra à son tour s'engager profondément dans la gestion des crises géopolitiques pour protéger et promouvoir ses intérêts à grande échelle.